

<http://pierrealainmillet.fr/2000-milliards-l-arme-de-687>



Conseil Municipal du 16 Décembre 2014

2000 milliardsâ€! l'arme de destruction massive des mobilisations sociales

- Interventions - Conseil Municipal -

Date de mise en ligne : mercredi 17 décembre 2014

Copyright © Blog Vénissian de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

2000 milliards, l'argument choc qui justifie les politiques publiques les plus destructrices, les plus antisociales que la France ait connu depuis longtemps. Quand on écoute le fils Gattaz, il faut sans doute remonter à Pétain, ou Thiers, pour trouver une telle arrogance des élites économiques et sociales pour faire plier la république sous leurs bottes financières.

2000 milliards de dettes, tous ceux qui vivent de leur travail se disent, c'est impossible, on va se retrouver en faillite, à la rue. Et quand on coupe à la hache dans des dépenses sociales utiles et qu'on inonde les entreprises de liquidités financières, ils se disent qu'on n'a pas le choix, qu'il faut y passer en espérant que ça redémarre€!

Quand en Espagne ou en Grèce, on s'attaque plus directement encore aux salaires et aux emplois publics, et quand on commence à dire en France qu'il faut remettre en cause le statut de la fonction publique qui protège encore des millions de salariés du public, tout comme on remet en cause toujours plus brutalement le CDI qui protège malgré un peu des millions de salariés du privé, les mêmes se disent, pourvu que ce ne soit pas moi !

Oui, le slogan des 2000 milliards est bien, comme nous le disions lors du vote du compte administratif, une arme de destruction massive des mobilisations sociales ! Comment peut-on défendre une école, un hôpital, une maison de retraite, une maternité, ou réclamer une meilleur route, un meilleur cadre de vie, quand la politique nous impose une guerre contre tout ce qui protège, tout ce qui améliore, tout ce qui rassemble ?

Je le disais en Juin : Barre 77, Mauroy 83, Juppé 95, Fillon 2011, Ayrault 2013, Valls 2014€! oui, vos amis aussi Mr Girard, tous les premiers ministres ont inventé des mots, des expressions pour imposer des plans de rigueur toujours plus massifs ; 3 milliards, 11 milliards, 50 milliards€! Et plus leurs plans de rigueur s'envolent, plus la dette s'envole, et plus le prochain peut recommencer encore plus fort, encore plus dur pour les services publics, les salaires, les pensions, les allocations, bref, plus dur pour l'immense majorité des habitants.

Et pourtant !

2000 milliards, ce n'est que 17% de la richesse des Français, et c'est justement le bilan de la seule banque BNP Paribas. Ce n'est donc pas la France qui est dans le rouge, et ces 2000 milliards sont aussi l'arme de ceux qui prêtent avec intérêts, dont les banques.

Et la partie sociale de cette dette a une origine claire et connue, l'insuffisance de l'emploi ! Créons un million d'emploi et la dette de la SECU, des retraites, des familles et du chômage est évacuée d'un coup !

Et cette dette est d'abord celle de l'état, et des banques qu'il a fallu renflouer en 2008, pas celle des collectivités locales qui n'ont pas le choix et doivent voter un budget équilibré.

Et les dépenses qui explosent sont d'abord celles pour les entreprises, dégrèvement, subventions, jusqu'à ce CICE qui donne des milliards sans effet sur l'investissement. Le total des exonérations fiscales et sociales est estimé à 488Mds€ ! Sans compter les dépenses militaires, dont celles liées aux guerres que personne ne discute jamais€!

Contrairement au proverbe du professeur Schmidt qui disait, « les profits d'aujourd'hui font les investissements de demain et les emplois d'après-demain », la réduction du coût du travail, la précarisation, la flexibilité n'ont jamais fait progresser l'investissement privé en France !

Oui, cette dette est la conséquence de politiques qui depuis des décennies ont comme effet de freiner la création de richesses par le travail, avec cet Euro qui est une arme économique de destruction des économies dites "non concurrentielles". Le principe est simple, vous mettez les loups et les agneaux dans un le même espace et vous dites à l'agneau qu'il doit être gentil avec le loup€! c'est ainsi que fonctionne cette Union Européenne de la concurrence libre et non faussée, c'est à dire de la concurrence au service des puissants.

Le résultat est l'aggravation continue des inégalités sociales, au niveau national, mais chacun peut le constater aussi dans l'agglomération Lyonnaise. Les villes de Vaulx, Vénissieux, St-Fons, Givors hébergent les plus pauvres, avec un décile de revenus les plus bas un peu au dessus de 200€ par personne, quand à Chassieu, Solaize, Genas, Communay, sans parler de Charbonnière, Chaponost, Collonges ou Dardilly, ce même décile dépasse les 1100€€! Quand au décile le plus riche il stagne un peu au dessus des 2000€ dans les villes populaires pour s'envoler au dessus des 5000€ dans l'Ouest Lyonnais. Bref, ce que nous savons tous, c'est que les plus pauvres d'un côté, et les plus riches de l'autre, continuent à se séparer.

Le cahier nr 6 de l'agence d'urbanisme étudie ces inégalités sociales et constate que les ouvriers et employés sont très peu représentés dans l'hypercentre, et sont même depuis 1999 en très forte baisse dans les quartiers centraux qui ont fait l'objet de grands projets d'urbanisme (Vaise, Gerland, la Doua)€! Par contre, ils restent fortement représentés dans les quartiers Cucs de première couronne, où ils peuvent représenter plus de 75% des actifs, €! Entre 1999 et 2008, leur part a même augmenté dans certains quartiers€!

On ne peut pas parler de l'orientation budgétaire de la ville sans la situer dans ce contexte national et local au cœur des tensions et des violences de notre société. Nous ne pouvons que serrer les coudes, faire attention à tout, et notre adjoint aux finances vous a montré les règles orientant le prochain budget, non remplacement de tous les départs, baisse des dépenses de fonctionnement, dans un objectif clair, maintenir au mieux notre capacité d'investissement, qui est essentielle au maintien du service public, on le voit bien pour les écoles. Et c'est justement notre rigueur et notre efficacité au fil des années passées, qui nous a donné un peu de marge pour l'emprunt ces deux dernières années.

Et nous faisons le choix de ne pas augmenter la fiscalité, même si les plus pauvres ne sont pas concernés, car nous voulons justement dans cette crise unir les différentes catégories sociales, et ce ne sont pas à ceux qu'on nomme injustement les couches moyennes, alors qu'elles sont à Vénissieux des milieux populaires, d'être les victimes de cette crise.

C'est pourquoi nous refusons pour notre part de dire que Vénissieux devrait pousser des pauvres à en partir pour faire venir des plus riches. Parce que bien entendu, jamais les plus riches ne viendront réellement habiter dans une ville populaire, et tant pis pour eux ! Et la concurrence entre communes pour se rejeter les populations les plus fragiles est une impasse qui se traduit par les bidonvilles, les marchands de sommeil et les drames de la misère.

Non, ce dont ont besoin les plus pauvres comme les autres, les bénéficiaires du RSA comme les salariés en CDI, ouvriers et employés, mais aussi techniciens, enseignants, ingénieurs et cadres, tous ont besoin de services publics efficaces, d'un cadre de vie maîtrisé permettant le vivre ensemble. Et c'est parce que nous travaillons depuis des années dans cet état d'esprit que d'anciens Vénissiens reviennent, que de jeunes couples salariés s'installent à Vénissieux, car ils y trouvent non seulement des logements accessibles, mais aussi un cadre de vie et une culture populaire.

Mais nous lançons une nouvelle fois un appel aux Vénissiens pour qu'ils cessent de faire comme la plupart des Français, pour le dire franchement, qu'ils cessent de courber l'échine devant les difficultés. Nous avons besoin de deux choses : de solidarité contre le chacun pour soi et les populistes qui utilisent cette crise pour détruire tout lien social, et de détermination pour faire grandir les colères contre cette politique de la dette qui nous écrase.